

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19110 - 74ÈME ANNÉE

Attaques contre le service public, suppression des emplois aidés et des patrons qui tirent la sonnette d'alarme

Inquiétude générale à cause d'un système à bout de souffle

Après le BTP, c'est au tour des autres organisations patronales de La Réunion économique et des chambres consulaires de faire part de leurs vives inquiétudes au sujet de l'incertitude qui règne sur les règles fiscales qui s'appliqueront l'année prochaine. Elles demandent le maintien des exonérations de cotisations fiscales et sociales inscrites dans la LODEOM, c'est-à-dire le maintien du cadre actuel avec quelques aménagements. Comme d'habitude, la réponse est entre les mains de Paris qui décidera ce qui sera bon ou pas pour les Réunionnais, ce qui est la conséquence du cadre actuel.



Dans le BTP, travailleurs et patrons ont déjà défilé ensemble à plusieurs reprises.

Une fois de plus, les Réunionnais subissent les effets d'une politique qui n'est pas décidée en fonction de la situation de notre île, mais de ceux qui dirigent la France. Le programme du pouvoir en place depuis l'année dernière à Paris est très clair, il s'agit de verrouiller la société en diminuant la part due par les plus nantis au fonctionnement de l'État qui leur a permis de s'enrichir. Cela s'est traduit par des mesures aussi symboliques que la suppression

de l'impôt de solidarité sur la fortune, ou le plafonnement de la taxe payée sur les revenus du capital.

Ce sont les moins nantis qui sont contraints de passer à la caisse. Cela se traduit notamment par la mise sous contrôle des dépenses des collectivités par l'État via des contrats, et par une dégradation du service public, un rempart contre les inégalités. Ainsi, ce gouvernement programme la suppression de 120.000 postes de fonctionnaires, et s'est attaqué au

statut de cheminot, ce qui présume d'une remise en cause du statut du fonctionnaire d'ici la fin du mandat présidentiel afin d'appliquer à tous les travailleurs les régressions imposées par la Loi El-Khomri et les ordonnances Macron. Ces dispositions renforcent considérablement le pouvoir du patronat en facilitant les licenciements et en affaiblissant les syndicats.

Un autre effet est la suppression des contrats aidés. Ce type d'emploi n'apporte pas une solution durable au problème du chômage, mais il reste pour de nombreux Réunionnais la seule issue pour obtenir un emploi, survivre avec un salaire supérieur à un minimum social et espérer aller vers un travail plus pérenne. Autrement dit, cette politique donne le résultat suivant à La Réunion : le chômage augmente.

Patrons dans le flou

Pour sa part, le patronat fait part

de son inquiétude. Après la FRBTP qui a fait part de ses craintes sur la pérennité de nombreuses entreprises en raison de la politique publique dans le domaine du logement, c'est au tour d'autres organisations patronales membres de La Réunion économique et des chambres consulaires de montrer publiquement le même sentiment. Lors d'une conférence de presse jeudi, elles ont affirmé qu'elles ne connaissent pas quel sera le cadre fiscal l'année prochaine, et qu'en conséquence les patrons sont dans l'incapacité de savoir quelle sera la masse salariale l'année prochaine. Ces patrons sont soutenus par Didier Robert, président de Région, qui selon le « Journal de l'île », aurait dit que « les patrons ne sont pas des pleureuses ». Ces patrons craignent des changements dans le régime d'exonérations fiscales et de cotisations sociales. Ils demandent donc à minima le maintien du cadre actuel. Or, quel est le bilan de ce cadre actuel ?

Conséquence d'une dépendance

Malgré l'espace à une fois par trimestre de la diffusion des chiffres du chômage à La Réunion, la réalité est toujours celle d'un système qui met de côté la moitié des travailleurs. En effet, officiellement, plus de 180.000 Réunionnais sont inscrits à Pôle

emploi. Une autre donnée rappelle que plus de 40 % des Réunionnais sont sous le seuil de pauvreté. Le taux de croissance supérieur à celui de la France et la productivité poussée à l'extrême produisent des richesses qui ne sont pas suffisamment tournées vers la création d'emplois. Ce cadre permet donc de maintenir au mieux les entreprises actuelles, sans se fixer comme but d'atteindre le plein emploi afin de régler le problème du chômage. Il a aussi pour effet de rendre dépendant l'économie de La Réunion de la conjoncture politique en France, car la part de la commande publique et des subventions reste élevée. Sans le maintien de ces subventions, les patrons annoncent au moins 10.000 suppressions d'emploi. Or, le versement de ces fonds publics découlent de choix faits à Paris en fonction d'une politique dont La Réunion n'est pas le centre d'intérêt. Le gouvernement inscrit en effet ses décisions en fonction d'une ligne idéologique qui n'est pas le développement de La Réunion et de rapports en force internationaux, notamment à l'intérieur de l'Union européenne.

L'alternative de la responsabilité

Ces faits sont là pour illustrer un système à bout de souffle qui va droit dans le mur. Depuis longtemps, le PCR propose de dépasser

les clivages pour que toutes les bonnes volontés puissent débattre d'un projet réunionnais, porté d'une même voix, avec comme fondamental plus de responsabilité pour les Réunionnais. La Réunion a la chance de se situer dans une des régions les plus dynamiques du monde sur le plan démographique, et forte de richesses inexploitées. Les superpuissances en émergence que sont la Chine et l'Inde ont compris l'importance stratégique d'accompagner le développement de cette partie du monde. Cela remet en cause les relations issues de la colonisation, et de nouvelles relations commerciales sont en train d'être discutées. Le cadre actuel laisse La Réunion spectatrice de ces changements, avec l'Union européenne qui négocie l'avenir des Réunionnais sans les consulter. D'où l'importance d'inscrire dans ce projet réunionnais la possibilité pour les Réunionnais de discuter des conditions de leur intégration dans ce nouveau monde. Des liens culturels et historiques avec nos voisins peuvent être l'occasion de créer les conditions d'un co-développement durable et solidaire, où la complémentarité entre les économies devient la priorité. Ce serait un des moyens qui permettrait aux Réunionnais d'aller vers le plein emploi.

M.M.

In kozman pou la rout

« Zafèr poul, zafèr poul ! Zafèr kanar, zafèr kanar ! »

Zot i koné néna bonpé kozman i di a popré lo mèm z'afèr. I di konmsa shakin I doi okip son n'afèr é pa sète lé z'ot. Mi souvien in zour dann in rényon moin la di in madam mi koz ni pou li, ni avèk li é in kamarad té pa loin la di in proverb rényoné mi yèm bien pars li di konmsa : "Kan I koz avèk boukané sosis I rès pandiyé". Sa I bote amoin bien ! Pou kosa ? Pars kan ou I koz avèk in moun son bann manèv I vé asiz dsi ou. Partou néna bann fayò konm téi di dann l'armé, alors lo fayò li sava défann son mète alé oir la pa dmann ali arien. Dann in ka konmsa I fo di lo fayò : "Travèrs aou !". Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Edito

Face aux effets du changement climatique, l'importance de travailler avec nos voisins

Un rapport de la FAO publié jeudi rend compte d'une nouvelle aggravation sur le front de la lutte contre la faim. Voici un extrait du communiqué publié à cette occasion :

« Les conflits qui perdurent et les chocs climatiques contribuent à aggraver les niveaux d'insécurité alimentaire, déjà élevés, et ce, surtout dans les pays d'Afrique australe et du Proche-Orient, qui ont toujours besoin d'une aide humanitaire.

Près de 39 pays, dont 31 en Afrique, sept en Asie et un dans les Caraïbes (Haïti), ont besoin d'une aide alimentaire extérieure - une situation qui demeure inchangée depuis trois mois, selon le rapport sur les Perspectives de récoltes et situation alimentaire. La FAO insiste sur le fait que les conflits prolongés, les événements climatiques extrêmes et les déplacements de population ont des répercussions extrêmement négatives sur l'accès de millions de personnes vulnérables à la nourriture.

Selon le rapport, les conflits civils et les déplacements de population demeurent les principales causes de l'insécurité alimentaire en Afrique de l'Est et au Proche-Orient, tandis que les conditions climatiques sèches ont contribué à réduire les productions céréalières en Afrique australe.

Les dernières prévisions de la FAO pour la production céréalière mondiale en 2018 font état de 2 587 millions de tonnes, soit son plus bas niveau en l'espace de trois ans et 2,4 pour cent en dessous du niveau record enregistré l'année dernière. »

La FAO précise que Madagascar figure parmi les 39 pays ayant besoin d'une aide alimentaire extérieure.

Ceci indique la conjonction de trois phénomènes : croissance de la population, guerres et changement climatique. Tous sont le résultat d'activités humaines. Le premier est une constante depuis que l'espèce humaine existe. Il est accéléré par l'exten-

sion de mesures sanitaires dans les pays en développement qui connaissent alors une forte augmentation de leur population, tout comme l'Occident au 19e et 20e siècles. Le second et le troisième sont les plus inquiétants. En ce 21e siècle, de nombreux conflits meurtriers existent sur tous les continents, et les effets du changement climatique risquent encore d'exacerber les tensions. Rappelons que le contrôle de l'eau est une des principales causes des guerres que mènent les dirigeants israéliens contre les Palestiniens et leurs voisins.

Outre la pression sur le liquide indispensable à la vie, le changement climatique pèse sur les rendements agricoles. La baisse de la production des céréales doit en effet interpellier. C'est précisément dans notre région que l'impact de la sécheresse sur l'agriculture sera un des plus importants, avec des baisses de production. Ce qui se passe à Madagascar est un aperçu d'une catastrophe plus générale à venir.

Face à cela, la première urgence est la solidarité avec les victimes des guerres et du changement climatique. Cela signifie ne pas leur fermer la porte en poussant des migrants à tenter de risquées traversées clandestines. C'est aussi organiser le soutien aux victimes de la famine.

L'autre priorité est de travailler à un partage des connaissances pour s'adapter aux effets du changement climatique. C'est là que les Réunionnais ont un rôle clé à jouer, en participant à un projet de développement pensé à l'échelle de notre région. Cela nécessitera plus de responsabilité, afin que le regard de La Réunion ne soit plus tourné exclusivement vers la France, mais vers les pays avec lesquels elle partage une histoire, une culture et un peuplement, c'est-à-dire ses voisins.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Zistoir lo pti bout moun morso niméro 1

Zordi i tonm samdi é konm tout in somenn près moin la anparl la politik, zordi ni pé rakont in zistoir pou marmaye.

L'avé inn foi pou inn bone foi, mésyé lo foi la manz son foi avèk in grinn sèl.

Dann l'androi moin lé éné l'avé, dann tan mi di azot, in bonpé famiy mizèr. La sézon koup kann téi koup kann. La sézon sharbon téi fé sharbon mé i ariv souvan té difisil fé la soudir. Kosa téi rès afèr, alé dan la foré pou ramass inn-dé paké d'boi po gingn fé in pé komisyon. Pa plis k'i an fo zis do koi pa mor la fain. Ankor ! Pars sak mi rapèl bien sé ké in bonpé zanfan la mank pass l'ot koté la vi kan moin lété marmaye.

Donk mi rapèl sa konmsi lété yèr dann in pèryod vash mèg : gran matin famiy – la téi pass pou alé la foré pou trouv in moiyin pou moiyéne gingn z'ot soso. Kan mi di azot té in pèryod vash mèg sa lété vré pou vréman : gouyav mir téi rès pad si l'pyé, demoun téi rafal sa, mèm étan a pène jone. Sézon-la gèp l'avé poin pars té fine alé kashyète dann trou. Té pa la sézon gouyavyé non pli. Té pa la sézon frui : oki d'mang, oki d'zanana ; létchi té ankor pti gigine.

Bann marmaye lo léstoma i shant si tèlman lété vid. Tout lété a bou d'fors é té riskab kazimn tonb féblèss. Tazantan té i pass in pé dvan la kaz demoun é banna téi anvoye lo pli pti an parmila band, in pti garson banna téi kriy ali « Pti bout moun ! » pou alé sèye domann siouplé in moun l'avé in pé plis la famiy mi anparl azot. Li téi sava.

Kriké Mésyé ! Kraké madam ! La klé dann mon posh, la taye dann out sak.

Donk lo pti bout moun dann shomin banna téi fé li l'avé son marène é li té i mank pa pass la kaz son marène komsa pé sfèr li téi pé gingn kékshoz pou li épi pou son falmiy. Pèrsonze té i vien pa avèk li pars lo marène téi vé pa oir son momon, ni son papa, ni son kat frèr-sis sèr mèm an pintir. Promyé shoz son arène téi di : Ousa i lé out finyann papa, Out shamélèz de momon ? Epi out kat frèr si sèr ?

Pti bout moun téi réponn : Zot lé pa la marène, zot la rès la kaz. Sé dir azot si la famiy té i pran prékosyon pou paf é oir aèl... Lo marène téi done son fiyo in pti bout biskui épi té i di ali :

« Alé aou é kan ou i par pass koté lo poulayé donn bann poul manzé sal moin la prépar pou zot. Manzé sal ? Pa si tèlman sal pou in moun léstoma dann talon pars ladan l'avé konflor, tourto, mayi an grin. Lo pti bout moun i di ro voir son marène é an passan koté park poul i done moityé manzé élo rès li té i angarote bien dann in bout fèye fig pou amenn sa pou son famiy.

Kriké Mésyé ! Kraké madam ! Koton mayi i koul ! Rosh I flote ! L'avé inn foi pou inn bone foi méstyé lo foi mla manz son foui avèk in grin sèl.

Morso niméro inn lé fini-dé k'i gingn nou va pran morso niméro dé.

Justin